

Dans le sillage pandémique, la renaissance des mobilisations climatiques Cent mille étudiant-e-s en grève, de 15 à 20 mille qui manifestent au Québec

Album photo : <https://1drv.ms/a/s!Aj4UXfoRjr1TkzUIGoCWyijzWJUr>

Selon la Coalition étudiante pour un virage environnemental et social (CEVES), organisatrice des manifestations climatiques du 24 septembre avec la collaboration du collectif innu Mashk Assi, de Solidarité sans frontières et Pour le futur Montréal, dans une dizaine de villes du Québec dont Montréal, Québec, Sherbrooke, Gatineau (Ottawa), Alma, Rimouski, Granby, La Pocatière et Joliette, un peu plus de 110 000 personnes étudiantes ont fait grève ce jour-là. Dans la rue, elles étaient de dix à quinze mille à Montréal, de deux à trois mille à Québec et quelques centaines ailleurs. Comme on pouvait s'y attendre, la récupération politicienne était au rendez-vous et sa place dans les grands médias prééminente en propos lénifiants. Mais signalons le cortège de quelques dizaines de personnes de Québec solidaire à Montréal qui contrastait avec la présence syndical et populaire réduite à quelques fanions et à l'une ou l'autre bannière.

Médiatiquement parlant, on aurait apprécié que la priorité soit donnée aux messages sur les affiches (voir l'album de photos) allant de la prédominante éco-anxiété (« *Un futur, quel futur ?* ») aux appels à l'action (« *Planète qui crève. Élèves en grève* ») en passant par la dénonciation du système (« *Le climat change, pourquoi pas le système* ») ce qui appelle la « *révolution climatique* » s'incarnant par la transition de quelques revendications concrètes et mobilisatrices (« *Justin pipeline Trudeau, François troisième lien Legault, comment osez-vous ?* », « *Leave it in the ground* »). Le mot d'ordre général de la manifestation de Montréal sur la grande bannière ouvrant la marche — « *Justice sociale – Climate justice, même combat* » — ramassait bien le tout.

Discours et parcours qui transmettent une stratégie et une politique d'alliance

À noter particulièrement l'économie et le choix judicieux des discours d'ouverture et le lieu d'aboutissement de la marche de Montréal lesquels témoignent de la stratégie et de la politique d'alliance de la coalition. Au départ on trouve renouveler l'alliance avec les nations autochtones par l'intermédiaire du collectif innu Mashk Assi qui fut le premier à s'adresser à la foule et dont la bannière précédait celle générale de la manifestation. La manifestation se termina devant les bureaux de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) « *en signe de soutien aux protestataires de Fairy Creek, en Colombie-Britannique, qui réclament un moratoire sur les coupes forestières. En date du 23 septembre, 1089 personnes avaient été arrêtées à Fairy Creek par la GRC, ce qui en fait le plus grand mouvement de désobéissance civile de l'histoire du Canada.* » (La Presse)

Vint ensuite la prise de parole de l'association citoyenne Mob6600/Parc nature/Mercier-Hochelaga-Maisonneuve qui a organisé une manifestation de 500 personnes le 18 septembre (album de photos : <https://1drv.ms/a/s!Aj4UXfoRjr1TkwcfenLAh55-8lIx>) contre l'extension du Port de Montréal dans la grande friche L'Assomption pour accélérer la circulation des marchandises via le prolongement d'autoroutes et la construction d'une polluante et imposante

plateforme de transbordement camion-rail par la compagnie Ray-Mont. Ce lien naissant souligne la nécessité de l'enracinement des grandes mobilisations enlevantes mais qui arrivent difficilement à s'installer et modifier le paysage socio-politique. À l'envers de la médaille, il contribue à nationaliser des luttes locales qui n'ont pas le rapport de forces pour vaincre à elles seules des ennemis coalisant gens d'affaires et tous les niveaux de gouvernement mangeant dans leurs mains par nécessité économique et financière.

S'ensuivit la présentation du mouvement Solidarité sans frontière qui défend l'ouverture radicale des frontières aux personnes fuyant guerres et misères de pays dépendants, sous la houlette impérialiste et de leurs sbires nationaux, envenimées par les catastrophes climatiques et les invivables canicules prolongées. En conclusion se firent entendre un médecin représentant l'Association québécoise des médecins pour l'environnement et un travailleur de la santé qui éloquemment et concrètement démontrèrent que les conséquences bien évidentes de la pandémie covid-19 sur la santé annoncent ce que seront celles du réchauffement climatique ce pour quoi notre système de santé n'est pas du tout à la hauteur. On peut cependant regretter l'absence sur la tribune de la lutte pour le logement devenu crucial alors que le FRAPRU, une des rares organisations populaires présente à la manifestation avec sa bannière, aurait pu populariser sur la tribune sa revendication de la construction annuelle de 10 000 logements sociaux écoénergétiques ce qui est à la fois réducteur de GES et de pauvreté tout en étant créateur de bons emplois. Mais le grand oubli de la manifestation était ailleurs.

La grève-manifestation des travailleuses de CPE faisait partie de la manifestation climatique !

Pendant que sous le soleil de l'après-midi du 24 septembre se déroulaient les manifestations climatiques, sous la pluie matinale du même jour plusieurs centaines de travailleuses de centres de la petite enfance (CPE) affiliées à la CSN manifestaient alors que plus de 10 000 de leurs consœurs faisaient la grève pour la journée afin de hausser un salaire abyssal. Elles demandent la parité avec le milieu scolaire ce qui assurerait la survie du réseau car « *[p]lusieurs CPE sont à la limite de faire des bris de service. [...] Ça, ça veut dire qu'on rappelle les parents et on dit : "Désolé, mais il n'y a personne [pour s'occuper de votre enfant]"* » (Radio-Canada) de dire la présidente du syndicat de la région de Québec.

On oublie trop souvent que ces emplois sont par définition écologiques car ils ne nécessitent presque aucune énergie mécanique, encore moins fossile, mais beaucoup d'énergie humaine. Leur but est de créer de riches relations sociales, du tissu de société, lesquelles sont un antidote à la consommation de masse dont les bases matérielles sont le travail aliénant pour le profit qu'il soit à la chaîne, sous haute surveillance électronique ou isolé devant son ordinateur dans un cubicule ou à la maison. Leur travail humain avec des humains fait partie intégrante de la société alternative écoféministe de prendre soin des gens et de la terre-mère. Il aurait fallu une délégation de ce syndicat aux manifestations climat. C'eût été le début du commencement de ce surgissement syndical apte à transformer le mouvement climatique-biodiversité en ce réalisme qui demande l'impossible.

Un appel d'air pour les 5 et 6 novembre

Cette manifestation constitue un appel d'air pour le volet québécois de la mobilisation mondiale lors de la COP-26 au début novembre en particulier un appel au mouvement syndical. La COP 26 Coalition a désigné le vendredi 5 novembre comme journée de grève mondiale et d'action sur le lieu de travail et samedi 6 novembre comme journée de manifestations de masse à Glasgow et ailleurs dans le monde.

Marc Bonhomme, 25 septembre 2021

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca